

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2018





RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL



SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2018



Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2018 et est établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il est notamment disponible sur le site de notre société www.april.com (section Investisseurs / Informations réglementées / Rapports financiers semestriels).

1

ATTESTATION 
DU RESPONSABLE

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Lyon, le 6 septembre 2018

Monsieur Emmanuel Morandini
Directeur général

2

**RAPPORT
SEMESTRIEL
D'ACTIVITE**



1. CHIFFRES CLES ET COMMENTAIRES SUR L'ACTIVITE

Le groupe APRIL enregistre, pour les six premiers mois de l'année 2018, un chiffre d'affaires consolidé de 492,1 M€, en croissance de 7,5 % en publié par rapport à l'année précédente, et un résultat opérationnel courant en progression de 10,6 % à 42,2 M€.

A la suite de cette annonce, Emmanuel Morandini, Directeur général du groupe APRIL, a déclaré :

« Les résultats du premier semestre 2018 confirment notre dynamique de croissance, puisque nous avons réalisé de bonnes performances sur la plupart de nos indicateurs financiers clés et de nos activités stratégiques, en particulier la santé et la prévoyance en France et à l'international et le dommage de niches.

Afin de maintenir ces tendances positives, nous allons poursuivre notre travail de recentrage de nos activités et d'optimisation de la performance. De plus, nous avons engagé la transformation du groupe. Nous continuons de nous redéployer vers les métiers où notre valeur ajoutée est la plus importante et poursuivons le développement des partenariats et des acquisitions, à l'image de l'acquisition de la Centrale de Financement.

Tous ces éléments font que nous maintenons notre perspective de croissance du résultat opérationnel courant de 6 à 10 % pour 2018. »

1.1 Groupe

Groupe (IFRS - en M€)	S1 2018	S1 2017	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	492,1	457,7	+ 7,5 % PF : + 7,0 %
Commissions et honoraires de courtage	261,0	257,0	+ 1,6 % PF : + 0,8 %
Primes d'assurance	231,0	200,7	+ 15,1 % PF : + 15,1 %
Marge brute¹	221,6	213,1	+ 4,0 %
Résultat financier	5,5	4,5	+ 21,9 %
Résultat opérationnel courant	42,2	38,1	+ 10,6 %
Résultat opérationnel	42,3	37,7	+ 12,4 %
Résultat net (part du groupe)	27,5	23,9	+ 15,4 %

Le Conseil d'administration statuant sur l'arrêté des comptes sociaux et consolidés semestriels d'APRIL s'est tenu le 6 septembre 2018. Les comptes ont fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes et le rapport financier est disponible sur le site Internet du groupe.

APRIL a enregistré, au cours du premier semestre de l'exercice 2018, un chiffre d'affaires consolidé de 492,1 M€, en hausse de 7,5 % en publié par rapport au premier semestre 2017.

¹ La marge brute permet de comparer les différents modèles d'activité de courtage avec les activités d'assurance et de représenter la contribution de chaque activité à la création de valeur du groupe :

- Pour les activités de courtage, la marge brute est constituée de la différence entre les commissions enregistrées en chiffre d'affaires et les commissions versées aux intermédiaires comptabilisées en autres achats et charges externes.
- Pour les activités de portage de risques, la marge brute représente la somme du résultat technique et du résultat financier.

Détail de l'évolution du chiffre d'affaires de 2017 à 2018 - en M€

Chiffre d'affaires consolidé au 30/06/2017	457,7
Impact des effets de change	- 3,4
Acquisitions	+ 5,8
Déconsolidations	- 0,3
Chiffre d'affaires proforma² au 30/06/2017	459,8
Croissance des commissions et honoraires de courtage	+ 2,0
Croissance des primes d'assurance	+ 30,3
Chiffre d'affaires consolidé au 30/06/2018	492,1

Le **chiffre d'affaires** proforma (459,8 M€ au 1^{er} semestre 2017) neutralise des effets de change défavorables de 3,4 M€, principalement au Brésil, aux Etats-Unis et au Canada, qui impactent essentiellement les commissions de la branche Dommage.

Il intègre également des variations nettes de périmètre pour + 5,5 M€, correspondant notamment à l'intégration de Public Broker en mai 2017 et de Benecaid en avril 2018, qui contribuent à la branche Santé-Prévoyance, ainsi que de Pont Grup en octobre 2017, au bénéfice de la branche Dommage.

Ainsi, à périmètre et change constants, les primes d'assurance ressortent en croissance de + 15,1 % à 231,0 M€. Les commissions de courtage s'élèvent quant à elles à 261,0 M€ et affichent une légère croissance de + 0,8 % en proforma, qui résulte d'une progression de 1,2 % de la branche Dommage et d'une stabilité de la branche Santé-Prévoyance (+ 0,4 %).

La **marge brute** ressort en hausse de 4,0 % à 221,6 M€. Cette croissance se retrouve à la fois dans les activités de courtage (+ 3,2 % à 192,0 M€) et de portage de risque (+ 9,9 % à 29,6 M€).

Le **résultat financier** s'inscrit à 5,5 M€, en hausse de 1,0 M€. Ce chiffre inclut 2,2 M€ de plus-values sur cession d'actifs financiers, contre 0,1 M€ lors du premier semestre 2017.

Le **résultat opérationnel courant** s'élève à 42,2 M€, en hausse de 10,6 % par rapport à l'an dernier et en ligne avec les objectifs fixés pour l'année 2018. Cette croissance est portée principalement par la branche Santé-Prévoyance, qui bénéficie de bonnes dynamiques pour la santé en France et la santé internationale, ainsi que par les acquisitions menées en 2017 et 2018.

Le **résultat opérationnel** ressort à 42,3 M€, en hausse de 12,4 %, aucun élément non courant significatif n'ayant été enregistré sur la période.

Bénéficiant de la hausse du résultat opérationnel courant et d'une baisse de 2,4 points du taux facial d'impôt sur les sociétés à 33,3 %, le **résultat net (part du groupe)** s'établit à 27,5 M€, contre 23,9 M€ pour le premier semestre 2017, en croissance de 15,4 %.

² PF ou proforma : chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants. Il tient compte des éventuelles acquisitions, cessions ou changements de méthode de consolidation, ainsi que de la variation du taux de change, calculée sur la base des comptes n-1 convertis au taux de change de l'année en cours.

1.2 Branche Santé-Prévoyance

Branche Santé-Prévoyance (IFRS - en M€)	S1 2018	S1 2017	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	302,3	282,5	+ 7,0 % PF : + 5,9 %
<i>Commissions et honoraires de courtage</i>	168,3	164,6	+ 2,2 % PF : + 0,4 %
<i>Primes d'assurance</i>	134,0	117,9	+ 13,6 % PF : + 13,6 %
Marge brute	137,7	131,8	+ 4,4 %
Résultat financier	5,4	2,8	+ 89,8 %
Résultat opérationnel courant	43,5	37,8	+ 15,1 %

En Santé-Prévoyance, la hausse du chiffre d'affaires de 7,0 % en publié se décompose en une hausse des commissions de courtage de 2,2 % en publié (+ 0,4 % en proforma), et une hausse des primes de 13,6 % en publié et proforma.

La hausse des primes d'assurance est portée par la bonne croissance des portefeuilles en santé et prévoyance individuelle (seniors et TNS) et des portefeuilles en assurance santé collective. Cette bonne performance est légèrement atténuée par un portefeuille déficitaire et désormais résilié en santé locale au Royaume-Uni. L'activité de santé locale au Royaume-Uni fait d'ores et déjà l'objet d'une revue d'opportunité par le groupe.

La hausse des commissions de courtage est liée essentiellement aux bonnes performances en santé en France, en santé internationale et en courtage direct aux entreprises.

La marge brute de la branche Santé-Prévoyance est en hausse de 4,4 % à 137,7 M€, en raison des bonnes performances des activités de santé et prévoyance individuelle et de santé des expatriés, ainsi que par l'intégration de Public Broker et Benecaid.

Le résultat opérationnel courant de la branche s'établit à 43,5 M€, en hausse de 15,1 % par rapport au premier semestre 2017, notamment par la hausse de marge brute des activités de portage de risque, la hausse du résultat financier et l'optimisation de nos charges opérationnelles.

La rationalisation des activités en Italie participe également à cette progression.

1.3 Branche Dommage

Branche Dommage (IFRS - en M€)	S1 2018	S1 2017	Variation
Chiffre d'affaires consolidé	191,0	176,6	+ 8,1 % PF : + 8,7 %
<i>Commissions et honoraires de courtage</i>	93,6	93,3	+ 0,3 % PF : + 1,2 %
<i>Primes d'assurance</i>	97,4	83,3	+ 17,0 % PF : + 17,0 %
Marge brute	83,9	81,3	+ 3,3 %
Résultat financier	0,9	1,3	- 34,0 %
Résultat opérationnel courant	5,7	5,4	+ 5,5 %

En Dommage, la hausse du chiffre d'affaires de 8,1 % en publié se décompose en une stabilité des commissions de courtage (+ 0,3 % en publié, + 1,2 % en proforma) et une hausse des primes de 17,0 % en publié et proforma.

La poursuite du développement des activités entreprises, affinitaires, voyage et assistance, inscrites dans un modèle assez fortement réassuré, contribue à la forte croissance des primes d'assurance.

Les commissions de courtage bénéficient des bonnes performances des activités de courtage grossiste, particulièrement en auto, en deux roues, en plaisance et en immobilier. Elles sont toutefois freinées dans leur croissance par des

portefeuilles en baisse sur certaines niches au Canada et par des changements de porteur de risque aux Etats-Unis qui ralentissent temporairement l'activité.

La marge brute, en hausse de 3,3 % à 83,9 M€, est portée principalement par les bonnes performances des activités voyage au Brésil et du courtage grossiste en France, ainsi que par l'intégration de Pont Grup.

Le résultat opérationnel courant de la branche Dommage s'établit à 5,7 M€, en hausse de 5,5 % par rapport à l'an dernier.

2. SITUATION FINANCIERE

Groupe (IFRS - en M€)	30/06/2018	31/12/2017	Variation
Capitaux propres (part du groupe)	642,4	632,3	+ 1,6 %
Provisions pour risques et charges	28,5	30,0	- 5,1 %
Dettes financières	36,8	37,5	- 1,9 %
% des capitaux propres	5,7 %	5,9 %	- 0,2 pt
Trésorerie nette retraitée³	160,4	195,1	- 17,8 %

Au 30 juin 2018, APRIL continue d'afficher une structure financière saine :

- 642,4 M€ de capitaux propres consolidés (part du groupe), en hausse de 10,1 M€ par rapport au 31 décembre 2017, et des provisions pour risques et charges⁴ en légère baisse à 28,5 M€.
- Un endettement financier de 36,8 M€, soit 5,7 % des capitaux propres (part du groupe), constitué d'un emprunt conclu en 2017 à des conditions de marché favorables et d'engagements pris dans le cadre de la politique de croissance externe du groupe (compléments de prix et engagements de rachat de minoritaires). Sur le semestre, la dette financière diminue essentiellement en raison du remboursement de l'emprunt bancaire.
- Le groupe dispose par ailleurs d'une trésorerie nette retraitée des comptes à terme de 160,4 M€, contre 195,1 M€ à fin 2017.

³ Trésorerie nette retraitée = Trésorerie et équivalent de trésorerie - concours bancaires courants + comptes à terme ouverts au nom de la société APRIL (classés au sein de la rubrique « Placements financiers » du bilan).

⁴ La société a reçu une notification de contrôle initié par l'Administration sur l'activité de réassurance du groupe. A ce stade, et comme indiqué dans l'annexe aux comptes semestriels, aucune provision n'a été constatée dans les comptes clos au 30 juin 2018.

3. FAITS MARQUANTS, ENJEUX ET PERSPECTIVES

Les bonnes performances du premier semestre confirment les effets positifs de la stratégie d'APRIL. Le groupe va ainsi continuer son recentrage et sa transformation, en s'appuyant sur sa croissance organique, la réduction des foyers de perte et des opérations de croissance externe sur des activités ciblées.

Ainsi, le groupe a fait l'acquisition le 17 juillet d'Elitis, un courtier grossiste spécialiste de l'assurance de prêt en Belgique qui s'appuie sur un outil de souscription et de gestion entièrement digitalisé. Cette opération s'inscrit dans la stratégie d'internationalisation des savoir-faire d'APRIL sur ses marchés clés.

APRIL a également annoncé l'acquisition le 4 septembre de 54 % du capital du troisième plus grand réseau de courtage en crédit de France, la Centrale de Financement. *« Cette acquisition est un mouvement significatif pour le groupe. En intégrant la Centrale de Financement au sein du groupe, nous rapprochons les courtages de prêt et d'assurances, pour les particuliers dans un premier temps, puis pour les professionnels. Cette opération permettra d'accélérer la transformation du groupe sur l'un de nos métiers phares et d'évoluer vers un modèle ouvert et multimarques »* a ajouté Emmanuel Morandini, Directeur général du groupe APRIL.

Ainsi, APRIL maintient son objectif de croissance du résultat opérationnel courant comprise entre 6 % et 10 % par rapport à 2017.

4. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Les principales transactions passées avec les parties liées au groupe sont présentées dans la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au 30 juin 2018, aucune transaction avec les parties liées n'a d'influence significative sur la situation financière ou les résultats du groupe.

5. FACTEURS DE RISQUES

Les principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté sont décrits de manière détaillée dans la Section 2.5 « Facteurs de risques » figurant dans le Document de Référence 2017 (pages 29 à 37), déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers et disponible sur son site internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.april.com section Investisseurs / Informations réglementées / Rapports financiers annuels).

Cette description contenue dans le Document de Référence 2017 reste valable à la date de publication du présent Rapport, pour l'appréciation des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est exposé à la date du 30 juin 2018 ou qui, de l'avis du management, seraient susceptibles de l'affecter sur la fin de l'exercice en cours.

3

COMPTES CONSOLIDES RESUMES



1. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES

1.1 Etats du résultat global - Compte de résultat consolidé

COMPTE DE RESULTAT <i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017
CHIFFRE D'AFFAIRES	4.1	492 075	457 706
Produits financiers nets de charges hors coût de l'endettement	5.1	5 544	4 550
TOTAL PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES		497 619	462 256
Charges techniques d'assurance	5.2	-198 474	-167 860
Charges ou produits nets de cessions de réassurance	5.3	-9 346	-10 596
Autres achats et charges externes	5.4	-124 925	-124 116
Impôts, taxes		-12 985	-13 320
Charges de personnel	5.5	-100 017	-99 898
Dotations aux amortissements		-9 432	-8 450
Dotations aux provisions nettes de reprises		-766	-324
Autres produits et charges d'exploitation	5.6	490	419
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		42 164	38 110
Autres produits et charges opérationnels non courants	5.7	163	-437
RESULTAT OPERATIONNEL		42 328	37 673
Charges de financement		-36	-13
Quote-part dans les entreprises associées		-77	-102
Charge d'impôt	5.8	-14 097	-13 457
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		28 117	24 101
Résultat après impôts des activités abandonnées		-1	-2
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		28 115	24 099
Intérêts minoritaires		573	224
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		27 543	23 874
RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES PAR ACTION		0,69	0,59
RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES DILUE PAR ACTION		0,68	0,59
RESULTAT PAR ACTION	11	0,68	0,59
RESULTAT DILUE PAR ACTION	11	0,67	0,58

Les notes en page 22 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	28 115	24 099
<u>OCI recyclables en résultat</u>		
Profits et pertes résultant de la conversion des états financiers des activités à l'étranger	239	-3 623
Profits et pertes relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente		1 578
Variation de la réévaluation des placements financiers OCIR	-2 438	
Variation de la réévaluation des placements financiers – Overlay Approach	-2 496	
Impôts différés liés aux placements financiers	1 706	-540
Reclassement de la réévaluation en résultat financier net d'impôt	-1 449	-88
<u>OCI non recyclables en résultat</u>		
Gains et pertes actuariels sur avantages postérieurs à l'emploi		
Variation de la réévaluation des placements financiers - OCI non recyclable	-299	
Impôts sur éléments non recyclables	103	
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	-4 633	-2 672
RESULTAT GLOBAL TOTAL	23 482	21 427
Part des intérêts minoritaires dans le résultat global total	539	203
Part du groupe dans le résultat global total	22 943	21 224

Les notes en page 22 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.2 Etat de situation financière – Bilan consolidé

ACTIF <i>En milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2018 Actif net	31 décembre 2017 Actif net
Ecart d'acquisition	6.1	246 243	224 832
Autres immobilisations incorporelles	6.2	67 742	67 131
Immobilisations corporelles	6.3	12 974	11 952
Immeubles de placement	6.4	153	156
Sociétés mises en équivalence		1 016	91
Placements financiers	6.4	678 269	667 026
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques	6.7	217 911	224 511
Impôts différés actifs		14 427	15 121
Autres actifs	6.5	8 468	8 037
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		1 247 204	1 218 857
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	6.5	127 262	100 871
Créances nées d'opérations de cession en réassurance	6.5	33 230	21 655
Créances clients	6.5	609 263	247 264
Créances d'impôt exigibles	6.5	4 690	10 519
Autres créances	6.5	77 142	29 312
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6.5/7.4	94 465	107 842
TOTAL ACTIFS COURANTS		946 052	517 461
SOUS TOTAL ACTIF		2 193 256	1 736 319
Actifs classés comme détenus en vue de la vente			
TOTAL ACTIF		2 193 256	1 736 319

Les notes en page 22 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTES CONSOLIDES
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

PASSIF		30 juin 2018	31 décembre 2017
<i>En milliers d'euros</i>	Notes		
Capital social		16 362	16 362
Primes d'émission		12 839	12 839
Réserves consolidées		585 214	563 351
Résultat de la période		27 543	39 568
Ecart de conversion		471	198
CAPITAUX PROPRES DU GROUPE		642 428	632 318
Intérêts minoritaires		-490	-202
TOTAL CAPITAUX PROPRES		641 938	632 116
Provisions techniques des contrats d'assurance	6.7	623 047	499 369
Provisions pour risques et charges	6.8	28 487	30 009
Impôts différés passifs		5 232	7 403
Dettes financières	6.9	36 753	37 482
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		693 518	574 262
Concours bancaires courants	6.10/7.4	37 013	14 698
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	6.10	73 042	39 108
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	6.10	80 530	51 054
Dettes d'exploitation	6.10	462 208	314 624
Dettes d'impôts exigibles	6.10	1 427	5 140
Autres dettes	6.10	203 580	105 316
TOTAL PASSIFS COURANTS		857 799	529 940
SOUS TOTAL PASSIF		2 193 256	1 736 319
Passifs classés comme détenus en vue de la vente			
TOTAL PASSIF		2 193 256	1 736 319

Les notes en page 22 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.3 Tableau des flux de trésorerie consolidés

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE <i>en milliers d'euros</i>	Notes	30 juin 2018	30 juin 2017
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		28 115	24 099
Résultat net des activités abandonnées		-1	-2
RESUTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		28 117	24 101
Elimination des charges nettes sans effet sur la trésorerie	7.1	28 990	17 318
Neutralisation du résultat des sociétés mises en équivalence		77	102
Elimination des résultats sur cessions et autres		366	520
Capacité d'autofinancement	7.2	57 550	42 041
Variation du BFR lié à l'activité	7.3	-23 145	-16 762
Flux de trésorerie d'exploitation des activités abandonnées		-2	-16
FLUX NETS LIES A L'ACTIVITE		34 403	25 263
Investissements nets en immobilisations corporelles et incorporelles		-11 017	-8 715
Investissements nets en placements financiers		-21 109	-13 560
Flux nets sur acquisitions de sociétés consolidées		-23 229	-8 085
Investissement dans les entreprises mises en équivalence		-1 000	
Flux de trésorerie d'investissement des activités abandonnées			
FLUX NETS LIES AUX INVESTISSEMENTS		-56 355	-30 361
Augmentation de capital liée à l'exercice des stock-options			
Augmentation de capital liée aux minoritaires dans les sociétés intégrées			5
Acquisitions et cessions d'actions propres		-8	109
Dividendes versés			
- aux actionnaires d'APRIL		-10 945	-10 538
- aux minoritaires des sociétés intégrées		-758	-351
Variation nette des emprunts		-1 870	20 517
Flux de trésorerie de financement des activités abandonnées			
FLUX NETS DES OPERATIONS DE FINANCEMENT		-13 580	9 742
Incidence des conversions		-159	-1 304
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	7.4	-35 691	3 340
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE RETRAITEE	7.5	-34 761	4 252

Les notes en page 22 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

1.4 Variation des capitaux propres consolidés

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto- détenus	Réserves et résultats consolidés	Total part groupe	Minoritaires	Total
<i>En milliers d'euros</i>							
CAPITAUX PROPRES 01/01/2017	16 362	16 491	-11 630	593 299	614 521	303	614 825
Opérations sur le capital						5	5
Paiements fondés sur des actions				765	765	1	766
Opérations sur titres auto-détenus			109		109		109
Dividendes				-10 538	-10 538	-351	-10 889
Résultat global				21 224	21 224	203	21 427
Autres variations				-8 231	-8 231	122	-8 110
CAPITAUX PROPRES 30/06/2017	16 362	16 491	-11 522	596 519	617 850	282	618 132
CAPITAUX PROPRES 01/01/2018	16 362	16 491	-12 424	611 889	632 318	-202	632 116
Opérations sur le capital							
Paiements fondés sur des actions				1 462	1 462	2	1 464
Opérations sur titres auto-détenus			-8		-8		-8
Dividendes				-10 945	-10 945	-758	-11 703
Résultat global				22 943	22 943	539	23 482
Autres variations				-3 342	-3 342	-71	-3 413
CAPITAUX PROPRES 30/06/2018	16 362	16 491	-12 431	622 006	642 428	-490	641 938

Les notes en page 22 à 49 font partie intégrante des états financiers consolidés.

2. NOTES ANNEXES RESUMEES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Note 1	Principes et méthodes comptables	22
Note 2	Evénements significatifs	25
Note 3	Périmètre de consolidation	25
Note 4	Information sectorielle	27
Note 5	Notes sur l'état du résultat net	32
Note 6	Notes sur l'état de situation financière	35
Note 7	Notes sur le tableau de flux de trésorerie	47
Note 8	Transactions avec les parties liées	48
Note 9	Paiements sur base d'actions	48
Note 10	Engagements hors bilan	48
Note 11	Résultat net et dividendes.....	49
Note 12	Evénements postérieurs à la clôture.....	49

La présente annexe résumée fait partie intégrante des états financiers consolidés semestriels. Les comptes consolidés résumés du premier semestre 2018 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 6 septembre 2018.

Note 1 Principes et méthodes comptables

Note 1.1 Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés d'APRIL sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne. Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes et amendements IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Ce référentiel de normes comptables est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr

Les comptes semestriels sont établis et présentés selon la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». L'annexe aux comptes semestriels est présentée de façon résumée : les informations communiquées en annexes portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du groupe.

A l'exception des points mentionnés ci-après, les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués dans le document de référence 2017 enregistré à l'AMF le 4 avril 2018 sous le numéro D18-0264.

Les règles comptables et les principes d'évaluation retenus pour l'établissement des états financiers consolidés résumés au 30 juin 2018 sont identiques à ceux appliqués pour les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2017 à l'exception des changements comptables liés principalement aux nouveaux textes applicables à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'Union européenne a adopté les textes suivants qui sont d'application obligatoire par le groupe pour son exercice ouvert le 1er janvier 2018 :

- Norme IFRS 15 y compris les amendements de clarification d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

La norme pose les principes de comptabilisation du chiffre d'affaires sur la base d'une analyse en cinq étapes successives :

- L'identification du contrat ;
- L'identification des différentes obligations de performance c'est-à-dire la liste des biens ou services distincts que le vendeur s'est engagé à fournir à l'acheteur ;
- La détermination du prix global du contrat ;
- L'allocation du prix global à chaque obligation de performance ;
- La comptabilisation du chiffre d'affaires et des coûts afférents lorsqu'une obligation de performance est satisfaite.

Les points ayant fait l'objet d'une étude sont :

- Qualification juridique de la relation contractuelle entre l'assureur et APRIL et entre APRIL et son réseau de courtiers (principal versus agent) ;
- Définition des obligations de performance.

L'analyse effectuée n'a pas conduit à identifier d'impact sur le résultat net, ni sur la présentation du chiffre d'affaires. En effet, l'analyse des conditions contractuelles entre l'assureur et APRIL a confirmé qu'APRIL agissait en tant qu'agent de l'assureur (intermédiaire entre le client final et l'assureur) ; l'analyse des conditions contractuelles entre APRIL et le réseau de courtiers a confirmé que le courtier intervenait en tant qu'agent d'APRIL. Par conséquent, les règles de comptabilisation et présentation du chiffre d'affaires présentées en note 1.6 de l'annexe aux comptes consolidés 2017 n'ont pas été modifiées.

- Norme IFRS 9 et amendement IFRS 9 « Instruments financiers » ;

La nouvelle norme IFRS 9 modifie les règles actuelles de classement et d'évaluation des actifs financiers, ainsi que le modèle de dépréciation des actifs financiers.

APRIL a décidé, conformément à l'option accordé par l'IASB, d'appliquer l'approche par superposition dans le but :

- de recycler ses plus-values latentes et plus-values de cession sur les actifs classés en AFS selon la norme IAS 39 et qui sont désormais classés en actifs financiers à la juste valeur par le résultat selon IFRS 9
- et de neutraliser la volatilité du résultat liée à l'application d'IFRS 9.

La mise en application de la norme IFRS 9 et de l'approche par superposition est exposée dans les parties 5.1 et 6.4 de l'annexe consolidée au 30 juin 2018.

L'application des dispositions spécifiques de l'approche par superposition n'a pas conduit à modifier les comptes publiés du premier semestre 2017.

La norme IFRS 9 n'a pas eu d'autres impacts. En effet, l'analyse effectuée n'a pas conduit à constater de dépréciation complémentaire des créances clients au titre des pertes attendues, et la société n'a pas effectué de restructurations de dettes financières et n'a pas de contrat de couverture sous forme d'options.

Les autres amendements et interprétations applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés ou ne sont pas applicables. Il s'agit principalement de :

- Amendement IFRS 2 - « Paiements en actions » ;
- IFRIC 22 - « Transactions en monnaies étrangères » ;
- Cycle d'améliorations annuelles 2014-2016 (amendements IFRS 1 et IAS 28).

Le Groupe a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne, ou non encore adoptés par l'Union européenne mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2018. Il s'agit principalement de :

- IFRS 16 « contrats de location » (adoptée en octobre 2017 par la Commission européenne) ;
- Cycle d'améliorations annuelles 2015-2017 (adoption par la Commission européenne attendue fin 2018) ;
- Amendement IFRS 9 (adopté en mars 2018 par la Commission européenne) ;
- Amendement IAS 19 (adoption par la Commission européenne attendue fin 2018).

Ces amendements et interprétations sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, sous réserve de leur adoption par la Commission européenne.

La norme IFRS 16 « Contrats de locations », est applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Des réflexions sont toujours en cours, notamment au niveau français, sur les modalités de comptabilisation de certains droits d'utilisation à l'actif, notamment immobiliers. La norme IFRS 16 aura pour impact au compte de résultat une annulation des charges de loyer, et une constatation de dotation aux amortissements et de charges financières, et au bilan la constatation d'un actif lié au droit d'utilisation et d'un passif financier au titre de l'obligation liée au paiement des loyers. L'actif et le passif seront présentés au bilan dans une rubrique spécifique. L'application de cette norme ne devrait pas avoir d'impact significatif sur le résultat net et les capitaux propres du Groupe.

Le groupe n'envisage pas d'appliquer par anticipation la norme IFRS 16, et n'a pas encore choisi la méthode de transition.

Pour information, la charge de location et le montant des loyers à payer sont indiqués en note 10. L'essentiel des contrats de location portent sur des actifs immobiliers.

Note 1.2 Principes comptables spécifiques à l'établissement des comptes semestriels

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites dans la partie 5 note 1.4 du document de référence 2017.

Aucune modification significative des incertitudes n'est intervenue sur le semestre, notamment liée à l'application des normes IFRS 9 et 15.

Dans certains cas, les règles et estimations ont été adaptées aux spécificités de l'arrêté semestriel, conformément à la norme IAS 34. Cela concerne principalement les points suivants :

1.2.1 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt du semestre est calculée à partir du taux moyen effectif qui est estimé pour l'exercice et appliqué au résultat avant impôt de la période.

Le groupe a opté pour la comptabilisation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en moins des charges de personnel, conformément à la possibilité donnée par la norme IAS 20–Subventions publiques. Par conséquent, le CICE au 30 juin a été estimé par rapport aux dépenses courues sous-jacentes.

1.2.2 Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34 et comme les exercices précédents, les engagements de retraite et assimilés n'ont pas fait l'objet de nouveaux calculs complets au 30 juin 2018. Les mouvements des engagements nets ont été estimés comme suit :

- Le coût financier et le coût des services rendus ont été estimés à partir de l'extrapolation au 31 décembre 2018 de l'engagement global calculé au 31 décembre 2017 ;
- Les écarts actuariels liés au taux d'actualisation, aux effets d'expérience et aux autres hypothèses (taux de croissance de salaire, taux de turnover ...) n'ont pas été comptabilisés au 30 juin 2018 en l'absence de variation significative. Pour mémoire, le taux d'actualisation qui avait été retenu au 31 décembre 2017 s'élevait à 2,1%.
- Aucune cotisation significative n'a été versée au fonds sur le premier semestre 2018 ;
- Aucun départ significatif n'a été comptabilisé sur le premier semestre 2018 ;
- Aucun changement de régime n'est intervenu sur le 1er semestre 2018 (idem 2017).

Le tableau des mouvements de l'engagement net global est présenté en note 6.8.

1.2.3 Tests de dépréciation

Les modalités de réalisation des tests de dépréciation au 31 décembre 2017 sont décrites dans le document de référence 2017 en partie 5 note 1.17.

Les tests de dépréciation ne sont réalisés dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels que pour les actifs ou groupes d'actifs significatifs pour lesquels il existe un indice de perte de valeur à la fin du semestre, ou pour lesquels il existait un indice de perte de valeur à la clôture précédente.

Compte tenu de l'évolution des performances des groupes d'actifs (détaillés en note 6.1), aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2018 susceptible de conduire à une dépréciation significative au 30 juin 2018.

Note 2 Evénements significatifs

Le groupe APRIL a acquis 92,9% des parts de Benecaid au Canada le 20 avril 2018. Benecaid est un gestionnaire distributeur spécialisé dans la santé collective pour les TPE. Fort de près de 20 ans d'expérience et implanté à Toronto, les 53 collaborateurs de Benecaid mettent leur expertise au service de plus de 22 000 assurés, correspondant à environ 60 millions d'euros de primes. Avec cette acquisition, APRIL s'implante sur un marché canadien de la complémentaire santé dynamique, en croissance annuelle de 7%.

Note 3 Périmètre de consolidation

Le tableau détaillé des filiales comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2017 est présenté dans le document de référence 2017 en partie 5 note 3.6.

Les variations de périmètre ou de structures intervenues sur le premier semestre 2018 sont les suivantes :

Note 3.1 Créations / acquisitions de sociétés

3.1.1 April Canada Holding

APRIL International a procédé à la création de la société APRIL Canada Holding le 10 avril 2018, dont elle détient 100% du capital.

3.1.2 Benecaid Health Benefit Solutions

APRIL Canada Holding a procédé le 20 avril 2018 à l'acquisition de 92,9 % des titres de Benecaid Health Benefit Solutions. La société est consolidée en intégration globale, selon la méthode du goodwill partiel.

Note 3.2 Cessions

3.2.1 APRIL Lietuva Assistance

APRIL International EMEA a cédé 100% de la société APRIL Lietuva Assistance en date du 28 mai 2018. L'impact est non significatif sur les comptes du semestre.

Note 3.3 Liquidations

3.3.1 GlobalHealth International Group

APRIL Asia Pacific a procédé à la liquidation de GlobalHealth International Group au 30 mars 2018. L'impact de cette liquidation est non significatif sur les comptes du semestre.

3.3.2 April Insurety Corporate Services

APRIL UK a procédé à la liquidation d'April Insurety Corporate Services au 6 mars 2018. L'impact de cette liquidation est non significatif sur les comptes du semestre.

3.3.3 APRIL Polska Assistance

APRIL International EMEA a procédé à la liquidation d'APRIL Polska Assistance au 26 avril 2018. L'impact de cette liquidation est non significatif sur les comptes du semestre.

Note 3.4 Rachats minoritaires

3.4.1 APRIL Brasil Broker

APRIL Brasil Holding a procédé le 19 janvier 2018 à l'acquisition de 13% supplémentaire des titres d'APRIL Brasil Broker portant sa participation à 73%. L'impact est non significatif sur les comptes du semestre.

3.4.2 Entreprendre l'Avenir

APRIL Dommage a procédé le 26 février 2018 à l'acquisition de 10,77% supplémentaire des titres d'Entreprendre l'Avenir portant sa participation à 40,77%. L'impact est non significatif sur les comptes du semestre.

Note 3.5 Réorganisations internes

3.5.1 Fusion APRIL Santé Prévoyance – APRIL Entreprise Prévoyance

La société APRIL Entreprise Prévoyance a été absorbée par APRIL Santé Prévoyance en date du 31 mars 2018 avec un effet rétroactif au 1er janvier 2018.

3.5.2 Fusion APRIL Brasil Broker - APRIL Brasil Holding

La société APRIL Brasil Holding a été absorbée par APRIL Brasil Broker en date du 30 avril 2018.

Les variations de périmètres ou de structures intervenues sur le premier semestre 2018 ont un impact non significatif sur les principaux agrégats des états financiers. Le groupe ne présente donc pas d'information pro forma.

Note 4 Information sectorielle

Note 4.1 Produits par secteurs opérationnels et par secteurs géographiques

En milliers d'euros		30 juin 2018				
		Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra- Groupe	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES		302 280	191 027		-1 232	492 075
Dont	France	274 615	156 890		-1 198	430 307
	Hors France	27 665	34 137		-34	61 768
Produits activités ordinaires		307 658	191 878	-685	-1 232	497 619
Marge brute *		137 667	83 940			221 608
Résultat opérationnel courant		43 537	5 690	-7 062		42 164
Résultat opérationnel		43 817	5 573	-7 062		42 328
Dont	France	44 653	6 314	-7 062		43 904
	Hors France	-836	-741			-1 577
Dont	Résultat financier	5 378	852	-685		5 544
RESULTAT NET		26 109	1 422	12		27 543

En milliers d'euros		30 juin 2017				
		Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra- Groupe	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES		282 541	176 638		-1 473	457 706
Dont	France	258 714	138 628		-1 362	395 980
	Hors France	23 827	38 010		-112	61 726
Produits activités ordinaires		285 375	177 928	426	-1 473	462 256
Marge brute *		131 805	81 276			213 081
Résultat opérationnel courant		37 817	5 393	-5 099		38 110
Résultat opérationnel		37 468	5 282	-5 077		37 673
Dont	France	36 223	5 958	-5 077		37 104
	Hors France	1 244	-675			569
Dont	Résultat financier	2 834	1 290	426		4 550
RESULTAT NET		21 079	1 440	1 355		23 874

(*) marge brute définie ci-dessous

Pour plus d'informations sur l'implantation internationale du groupe, nous vous invitons à vous référer à la présentation du groupe, à la partie 1.1.1 du document de référence. Les revenus du groupe ne sont pas soumis à une exposition significative dans des pays à risques.

L'analyse de la norme IFRS 15 n'a pas conduit à identifier d'autres informations à donner sur la ventilation du chiffre d'affaires autres que celles indiquées ci-dessus.

Décomposition primes d'assurance / commissions de courtage

30 juin 2018					
<i>En milliers d'euros</i>	Santé Prévoyance	Domage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Primes acquises	133 996	97 420		-369	231 047
Commissions	168 285	93 607		-863	261 028
CHIFFRE D'AFFAIRES	302 280	191 027		-1 232	492 075

30 juin 2017					
<i>En milliers d'euros</i>	Santé Prévoyance	Domage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Primes acquises	117 941	83 291		-492	200 740
Commissions	164 600	93 347		-981	256 966
CHIFFRE D'AFFAIRES	282 541	176 638		-1 473	457 706

Primes nettes

Les primes d'assurance, en contribution groupe, sont présentées nettes des commissions versées par les compagnies d'assurances aux sociétés de courtage du groupe.

Les primes nettes, au regard des primes brutes des compagnies d'assurances avant élimination des commissions versées par les compagnies d'assurances aux sociétés de courtage du groupe, évoluent de la façon suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Primes brutes acquises avant élimination des commissions reversées aux sociétés de courtage du groupe	298 503	261 473
Commissions versées aux sociétés de courtage du groupe	-67 456	-60 733
TOTAL	231 047	200 740

Marge brute

La marge brute est un agrégat très utile pour comprendre la création de valeur au sein du groupe. Elle permet de comparer les différents modèles d'activité de courtage avec les activités d'assurance et de représenter la contribution de chaque activité à la création de valeur du groupe.

Pour les activités de courtage, la marge brute est constituée de la différence entre les commissions enregistrées en chiffre d'affaires et les commissions versées aux intermédiaires comptabilisées en autres achats et charges externes.

Pour les activités de portage de risque, la marge brute représente la somme du résultat technique et du résultat financier.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Chiffre d'affaires	492 075	457 706
Produits financiers des compagnies d'assurance	5 636	4 332
Commissions de courtage versées aux intermédiaires	-68 343	-70 649
Charges techniques d'assurance	-198 474	-167 860
Charges ou produits nets de cessions de réassurance	-9 346	-10 596
Autres	59	148
TOTAL MARGE BRUTE	221 608	213 081
dont courtage	191 969	186 103
dont portage de risque	29 639	26 978

Note 4.2 Actifs par secteurs opérationnels

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018				
	Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Ecarts d'acquisition	89 338	156 905			246 243
Immobilisations incorporelles et corporelles	18 751	18 788	43 177		80 716
Immeubles de placement		153			153
Sociétés mises en équivalence		1 016			1 016
Placements financiers	318 654	177 408	182 208		678 269
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	148 267	72 953		-3 309	217 911
Créances	672 614	364 218	53 076	-243 010	846 897
Trésorerie	31 394	48 588	14 483		94 465
Actifs détenus en vue de la vente					
ACTIFS SECTORIELS	1 279 017	840 029	292 944	-246 320	2 165 671
Actifs d'impôts					19 117
Actifs financiers					8 468
TOTAL ACTIF					2 193 256

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2017				
	Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	Total
Ecarts d'acquisition	68 118	156 714			224 832
Immobilisations incorporelles et corporelles	16 573	19 280	43 230		79 083
Immeubles de placement		156			156
Sociétés mises en équivalence		91			91
Placements financiers	328 761	179 112	159 153		667 026
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	147 393	77 683		-565	224 511
Créances	334 051	266 374	42 373	-243 698	399 101
Trésorerie	32 503	54 655	20 684		107 842
Actifs détenus en vue de la vente					
ACTIFS SECTORIELS	927 399	754 066	265 440	-244 263	1 702 642
Actifs d'impôts					25 640
Actifs financiers					8 037
TOTAL ACTIF					1 736 319

Note 4.3 Passifs par secteurs opérationnels

En milliers d'euros	30 juin 2018				Total
	Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	
Provisions techniques	419 494	206 862		-3 309	623 047
Provisions risques et charges	15 849	10 315	2 322		28 487
Passifs financiers	33 933	55 361	31 270	-46 798	73 766
Dettes exploitation	282 062	191 332	7 826	-19 013	462 208
Autres passifs sectoriels	115 246	39 874		-1 547	153 572
Passifs détenus en vue de la vente					
PASSIFS SECTORIELS	866 585	503 744	41 418	-70 667	1 341 079
Autres passifs					203 580
Passifs d'impôts					6 659
Capitaux Propres					641 938
TOTAL PASSIF					2 193 256

En milliers d'euros	31 décembre 2017				Total
	Santé Prévoyance	Dommage	Autres	Eliminations Intra-Groupe	
Provisions techniques	311 908	188 026		-565	499 369
Provisions risques et charges	15 861	11 973	2 175		30 009
Passifs financiers	10 778	37 366	19 139	-15 103	52 180
Dettes exploitation	175 205	150 148	8 176	-18 905	314 624
Autres passifs sectoriels	61 064	30 905		-1 806	90 162
Passifs détenus en vue de la vente					
PASSIFS SECTORIELS	574 816	418 417	29 490	-36 379	986 343
Autres passifs					105 316
Passifs d'impôts					12 544
Capitaux Propres					632 116
TOTAL PASSIF					1 736 319

Les passifs financiers au 30 juin 2018 intègrent les montants résultant des engagements de rachat des minoritaires (9,5 M€ pour la branche Dommage et 6,4 M€ pour la branche Santé-Prévoyance), ainsi que des compléments de prix (4,0 M€ pour la branche Dommage et 1,0 M€ pour la branche Santé-Prévoyance).

Note 4.4 Actifs par secteurs géographiques

30 juin 2018				
<i>En milliers d'euros</i>	France	Hors France	Eliminations Intra-Groupe	Total
Ecarts d'acquisition	128 208	118 035		246 243
Immobilisations incorporelles et corporelles	74 233	6 483		80 716
Immeubles de placement	153			153
Sociétés mises en équivalence	914	103		1 016
Placements financiers	656 248	22 021		678 269
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	210 539	7 372		217 911
Créances	799 091	75 063	-27 257	846 897
Trésorerie	42 938	51 527		94 465
Actifs détenus en vue de la vente				
ACTIFS SECTORIELS	1 912 324	280 603	-27 257	2 165 671
Actifs d'impôts				19 117
Actifs financiers				8 468
TOTAL ACTIF				2 193 256

31 décembre 2017				
<i>En milliers d'euros</i>	France	Hors France	Eliminations Intra-Groupe	Total
Ecarts d'acquisition	127 953	96 879		224 832
Immobilisations incorporelles et corporelles	72 463	6 620		79 083
Immeubles de placement	156			156
Sociétés mises en équivalence	-43	134		91
Placements financiers	648 394	18 633		667 026
Part des cessionnaires dans les provisions techniques	217 123	7 388		224 511
Créances	368 220	59 607	-28 726	399 101
Trésorerie	61 508	46 334		107 842
Actifs détenus en vue de la vente				
ACTIFS SECTORIELS	1 495 774	235 594	-28 726	1 702 642
Actifs d'impôts				25 640
Actifs financiers				8 037
TOTAL ACTIF				1 736 319

Pour plus d'informations sur l'implantation internationale du groupe, nous vous invitons à vous référer à la partie 1.1.1 du document de référence 2017. Les actifs du groupe ne sont pas soumis à une exposition significative dans des pays à risques.

Note 5 Notes sur l'état du résultat net

Note 5.1 Produits financiers

5.1.1 Produits des actifs financiers nets de charges hors coût de l'endettement

En milliers d'euros	30 juin 2018		30 juin 2017	
Issus des compagnies d'assurances du groupe	5 636	102%	4 332	95%
Issus des autres activités	-92	-2%	218	5%
TOTAL	5 544	100%	4 550	100%

Les produits financiers issus des autres activités correspondent aux produits générés par les placements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie des sociétés de courtage.

5.1.2 Produits des placements des compagnies d'assurances

En milliers d'euros	Produits des placements		Plus ou moins-values de cession		Variation de juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la JV par résultat		Variation des provisions sur instruments financiers		Résultat des placements	
	30 juin 2018	30 juin 2017	30 juin 2018	30 juin 2017	30 juin 2018	30 juin 2017	30 juin 2018	30 juin 2017	30 juin 2018	30 juin 2017
Obligations détenues en direct	2 027	2 477					159	-227	2 186	2 251
Obligations	2 027	2 477					159	-227	2 186	2 251
OPCVM obligations										
OPCVM obligations										
Actions détenues en direct	106	24							106	24
Actions	106	24							106	24
OPCVM actions	0	25			-996				-996	25
OPCVM actions	0	25			-996				-996	25
Autres actifs	1 140	760	0	129	-1 598				-458	889
Placements monétaires	881	1 108	-41	55	-723				117	1 164
Autres actifs	2 021	1 868	-41	183	-2 321				-341	2 053
PLACEMENTS FINANCIERS	4 154	4 395	-41	183	-3 317		159	-227	954	4 352
Overlay Adjustment			2 198		2 496				4 694	
<i>Sur plus-value de cession AEF</i>			2 198						2 198	
<i>Sur variation de JV pour les titres désignés pour l'OA</i>					2 496				2 496	
Frais de gestion des placements		-33								-33
Variation ECL							-28		-28	
Autres	15	13							15	13
PRODUITS DES ACTIFS FINANCIERS NETS DE CHARGES	4 168	4 375	2 156	183	-821	0	131	-227	5 636	4 332

5.1.3 Approche par superposition

Le tableau ci-dessous présente le résultat net selon la norme IFRS 9 et l'impact pour les actifs financiers désignés de l'application de la norme IAS 39. A la date de première année d'application de l'Overlay Approach, tous les actifs sont nouvellement désignés.

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs financiers désignés	Produits des placements	Plus/Moins-values de cession	Variation des provisions sur instruments financiers	Plus-values latentes	Moins-values latentes
OPCVM Actions	-954					-954
OPCVM et fonds diversifiés	-1 863	458				-2 321
Immobilier	1 432	653			779	
Montant présenté en résultat net selon IFRS 9	-1 385	1 111			779	-3 275
OPCVM Actions	2 198		2 198			
OPCVM et fonds diversifiés	458	458				
Immobilier	653	653				
Montant présenté en résultat net selon IAS 39	3 308	1 111	2 198			

<i>En milliers d'euros</i>	Actifs financiers désignés
OPCVM Actions	3 152
OPCVM et fonds diversifiés	2 321
Immobilier	-779
Montant reclassé depuis le résultat net vers les OCI	4 694

Note 5.2 Charges techniques d'assurance

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Frais accessoires	-490	-404
Variation des provisions techniques brutes de réassurance	-8 451	-10 233
Commissions versées par les compagnies	-52 152	-41 565
Sinistres payés	-137 380	-115 658
TOTAL	-198 474	-167 860

Note 5.3 Charges ou produits nets de cessions de réassurance

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Primes cédées	-149 632	-130 091
Variation des provisions pour sinistres à payer réassurés	-8 261	-367
Commissions de réassurance et frais accessoires cédés	51 377	44 542
Sinistres cédés	97 170	75 320
TOTAL	-9 346	-10 596

Note 5.4 Autres achats et charges externes

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Commissions de courtage versées aux intermédiaires	-68 343	-70 649
Affranchissement et téléphone	-3 737	-4 282
Loyers	-9 896	-9 147
Publicité	-5 951	-6 414
Personnel extérieur	-2 212	-3 018
Sous-traitance générale et informatique	-11 997	-9 810
Services extérieurs et divers	-22 789	-20 795
TOTAL	-124 925	-124 116

Note 5.5 Personnel

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Salaires	-66 363	-67 084
Charges sociales	-27 744	-27 703
Participation et intéressement	-4 445	-4 344
Rémunérations sur base d'actions	-1 465	-766
TOTAL	-100 017	-99 898

Les modalités d'estimation des charges liées aux paiements en actions sont détaillées dans le document de référence 2017 en partie 5 note 1.32. La mise en place de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions a été décidée par le Conseil d'administration du 7 mars 2018.

Les effectifs du groupe s'élèvent à 4 057 au 30 juin 2018 contre 3 995 au 30 juin 2017.

Note 5.6 Autres produits et charges d'exploitation

Les produits d'exploitation qui ne correspondent pas à des revenus issus de tiers (production immobilisée, reprises de provisions ...) sont présentés en moins des charges correspondantes.

Les autres produits et charges d'exploitation sont principalement composés de passage en pertes ou en profits de dettes et créances anciennes.

Note 5.7 Autres produits et charges opérationnels non courants

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat de cession des immobilisations corporelles, incorporelles et financières	-64	-278
Résultat de cession des titres de participation	85	47
Autres	143	-206
TOTAL	163	-437

Note 5.8 Impôt

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôt sur le résultat est calculée sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen attendu.

Le taux d'impôt annuel projeté est de 34,2% pour 2018, il était de 35,4% au 30 juin 2017. Le taux d'impôt ressort ainsi à 33,3% au 30 juin 2018 contre 35,7% au 30 juin 2017.

Note 6 Notes sur l'état de situation financière

Note 6.1 Ecart d'acquisition

<i>En milliers d'euros</i>	Prévoyance Santé	Dommage	Mobilité Assistance	Protection Juridique	Total
VALEUR BRUTE AU 31 DECEMBRE 2017	63 991	114 205	49 571	6 042	233 809
Acquisitions / rachats de minoritaire	21 028	-4			21 023
Engagements de rachat de minoritaire		264			264
Sortie / Reclassement			-8		-8
Ecart de conversion	-210	-510	814		94
VALEUR BRUTE AU 30 JUIN 2018	84 808	113 955	50 378	6 042	255 183
Dépréciations existantes au 31 DECEMBRE 2017	4 580	2 220	2 177		8 977
Variations de la période		7	-44		-37
DEPRECIATION AU 30 JUIN 2018	4 580	2 227	2 133		8 940
VALEUR NETTE 31 DECEMBRE 2017	59 411	111 985	47 394	6 042	224 832
VALEUR NETTE 30 JUIN 2018	80 228	111 728	48 245	6 042	246 243

Les écarts d'acquisition sont regroupés par Unités Génératrices de Trésorerie qui sont le niveau auquel sont effectués les tests de dépréciation. Les UGT regroupent les entités opérant dans les champs assurantiels « Prévoyance-Santé », « Dommage », « Mobilité Assistance » et « Protection Juridique ». Elles combinent les activités de courtage et de portage de risque.

L'ensemble des écarts d'acquisition enregistrés au cours de la période correspondent à la mise en œuvre de la méthode « goodwill partiel ».

Au 30 juin 2018, l'écart d'acquisition de Benecaid est susceptible d'être ajusté car relatif à une acquisition de moins de 12 mois et pour laquelle nous sommes susceptibles d'obtenir des informations complémentaires quant à la juste valorisation des actifs et passifs acquis. Aucun ajustement significatif n'a été apporté suite au reclassement des écarts d'acquisition provisoires 2017 en écarts d'acquisition définitifs.

Les écarts d'acquisition résultant des engagements de rachat des minoritaires représentent 4,3 M€ au 30 juin 2018 contre 4,0 M€ au 31 décembre 2017.

VARIATION DE LA PERTE DE VALEUR DES ECARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros

PERTES DE VALEUR CUMULEES AU 31 DECEMBRE 2017	8 977
Augmentation des pertes de valeur	
Pertes de valeur enregistrées sur les acquisitions de la période	
Reprise de perte de valeur sur les cessions de la période	
Variation de change sur perte de valeur	-37
Autres variations	
PERTES DE VALEUR CUMULEES AU 30 JUIN 2018	8 940

La mise en œuvre des tests de dépréciation décrite en note 1.17 de la partie 5 du document de référence 2017 n'a conduit à constater aucune dépréciation des UGT au 30 juin 2018.

Note 6.2 Autres immobilisations incorporelles

En milliers d'euros	Immobilisations amortissables			Immobilisations non amortissables		Total
	Logiciels ⁽¹⁾	Portefeuilles clients	Autres immobilisations incorporelles	Droit d'entrée	Immobilisations en cours	
VALEUR BRUTE AU 31 DECEMBRE 2017	136 598	15 191	4 820	1 443	7 798	165 851
Investissements	3 630	201	379		4 043	8 252
Mouvements de périmètre	334	8				342
Ecart de conversion	3	5	-55		-31	-78
Cessions	-186		-220	-55		-461
Reclassement	4 257		39		-4 296	
VALEUR BRUTE AU 30 JUIN 2018	144 637	15 405	4 962	1 389	7 513	173 905
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2017	82 556	12 057	3 621	482	2	98 719
Dotations	6 868	518	174			7 560
Mouvements de périmètre	211					211
Ecart de conversion	5	-14	-48		9	-48
Reprises	-4		-222	-55		-280
Reclassement						
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS AU 30 JUIN 2018	89 637	12 562	3 525	428	11	106 163
VALEUR NETTE AU 31 DECEMBRE 2017	54 043	3 134	1 199	961	7 795	67 132
VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2018	55 000	2 843	1 436	961	7 502	67 742

⁽¹⁾ liés essentiellement à des frais de développement.

Note 6.3 Autres immobilisations corporelles

En milliers d'euros	Constructions et installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Avances et acomptes	Total
	VALEUR BRUTE AU 31 DECEMBRE 2017	11 727	38 400	248	
Investissements	562	1 300	1 081		2 942
Mouvements de périmètre		695			695
Ecart de conversion	43	-39	-2		2
Cessions	-258	-713			-971
Reclassement	155	450	-605		
VALEUR BRUTE AU 30 JUIN 2018	12 228	40 093	722		53 044
AMORTISSEMENTS AU 31 DECEMBRE 2017	7 414	31 008			38 422
Dotations	451	1 513			1 964
Mouvements périmètre		545			545
Ecart de conversion	20	4			24
Cessions / Mises au rebut	-212	-674			-886
AMORTISSEMENTS AU 30 JUIN 2018	7 673	32 397			40 070
VALEUR NETTE AU 31 DECEMBRE 2017	4 313	7 391	248		11 952
VALEUR NETTE AU 30 JUIN 2018	4 555	7 696	722		12 974

Note 6.4 Placements financiers

Comme indiqué en note 1.1, la norme IFRS 9 introduit une nouvelle classification, selon le tableau de correspondance suivant :

Actifs financiers en portefeuille	Classification IFRS 9	Classification IAS 39	Changement comptable à impact significatif
Obligations en direct	JV-OCI R	AFS	Non : Méthodologie inchangée : +/- values latentes comptabilisées par les autres éléments du résultat global avec recyclage en résultat lors de la cession.
Actions en direct	JV-P&L	AFS	Oui : +/- values latentes comptabilisées par les autres éléments du résultat global sans recyclage en résultat lors de la cession. Option irréversible.
OPCVM Obligataire	JV-OCI NR	AFS	Oui : plus ou moins-values latentes comptabilisées désormais en P&L vs en autres éléments du résultat global sous IAS 39. Possibilité néanmoins de reconnaître les +/- values stockées en autres éléments du résultat global lors de la cession, grâce l'approche par superposition (Overlay Approach)
OPCVM Actions	JV-P&L	AFS	
OPCVM & Fonds diversifiés	JV-P&L	AFS	
Immobilier (OPCI & Fonds Immobilier)	JV-P&L	AFS	
OPCVM Monétaire & Disponibilités	JV-P&L	HFT	Non : Volatilité très faible sur ces actifs
DAT	COUT AMORTI	HFT	

6.4.1 Décomposition des placements financiers

En milliers d'euros	Classification IFRS 9	30 juin 2018			31 décembre 2017		
		Juste Valeur	Coût historique ⁽¹⁾	% juste valeur	Juste Valeur	Coût historique	% juste valeur
Obligations en direct	JV-OCI R	146 037	140 064	22%	162 430	153 997	24%
OPCVM Obligataire	JV-P&L	79 304	79 290	12%	57 181	57 167	9%
Actions en direct	JV-OCI NR	3 877	4 190	1%	2 084	2 126	0%
OPCVM ACTIONS	JV-P&L	58 853	50 427	9%	59 947	48 329	9%
OPCVM ET FONDS DIVERSIFIES	JV-P&L	53 091	55 120	8%	52 193	51 822	8%
IMMOBILIER	JV-P&L	34 690	31 479	5%	33 557	31 147	5%
OPCVM MONETAIRE & DISPONIBILITES	JV-P&L	89 892	90 572	13%	88 153	88 108	13%
DEPOTS A TERME	COUT AMORTI	212 874	212 874	31%	211 482	211 482	32%
TOTAL PLACEMENTS FINANCIERS BRUT		678 617	664 018	100%	667 026	644 178	100%
Provision ECL	JV-OCI R	-348					
TOTAL PLACEMENTS FINANCIERS NET		678 270	664 018	100%	667 026	644 178	100%

(1) Le coût historique s'entend net de provisions pour dépréciation (aucune provision au 30 juin 2018)

Exposition aux pays périphériques

Les placements financiers au 30 juin 2018 n'affichent qu'une exposition marginale aux dettes des pays périphériques dits périphériques de la zone Euro.

6.4.2 Plus ou moins-values latentes sur placements financiers

En milliers d'euros	30 juin 2018				31 décembre 2017			
	Juste valeur	Coût historique	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Juste valeur	Coût historique	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Obligations en direct	146 037	140 064	6 992	-1 019	162 430	153 997	9 036	-603
OPCVM Obligataire	79 304	79 290	14	0	57 181	57 167	14	0
Actions en direct	3 877	4 190	57	-371	2 084	2 126	12	-54
OPCVM ACTIONS	58 853	50 427	8 564	-138	59 947	48 329	11 646	-29
OPCVM ET FONDS DIVERSIFIES	53 091	55 120	136	-2 166	52 193	51 822	625	-254
IMMOBILIER	34 690	31 479	3 222	-12	33 557	31 147	2 410	0
OPCVM MONETAIRE & DISPONIBILITES	89 892	90 572	0	-680	88 153	88 108	45	0
DEPOTS A TERME	212 874	212 874	0	0	211 482	211 482	0	0
TOTAL PLACEMENTS FINANCIERS BRUT	678 617	664 018	18 985	-4 386	667 026	644 178	23 790	-940

6.4.3 Ventilation des placements financiers par catégorie

En milliers d'euros	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Total	en % du total	Total	en % du total
Valorisation niveau 1	644 047	94,9%	633 589	95,0%
Valorisation niveau 2	34 571	5,1%	33 438	5,0%
Valorisation niveau 3	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL	678 617	100%	667 027	100%

Valorisation niveau 1 : cours/prix cotés (non ajustés) issus de marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques ;
 Valorisation niveau 2 : données autres que les cours/prix cotés de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (par exemple, des prix), soit indirectement (par exemple, des éléments dérivant de prix) ;
 Valorisation niveau 3 : données sur l'actif ou le passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (informations non observables).

Il n'y a pas eu de transfert significatif sur l'exercice entre le niveau 1 et le niveau 2.

6.4.4 Placements financiers comptabilisés en juste valeur

En milliers d'euros	Classification IFRS 9	Juste valeur mesurée par des données de marché		Juste valeur mesurée par des techniques de valorisation		Total	
		30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017
		Obligations en direct	JV-OCI R	146 037	162 430		
OPCVM Obligataire	JV-P&L	79 304	57 181			79 304	57 181
Actions en direct	JV-OCI NR	3 877	2 084			3 877	2 084
OPCVM ACTIONS	JV-P&L	58 853	59 947			58 853	59 947
OPCVM ET FONDS DIVERSIFIES	JV-P&L	53 091	52 193			53 091	52 193
IMMOBILIER	JV-P&L			34 690	33 557	34 690	33 557
OPCVM MONETAIRE & DISPONIBILITES	JV-P&L	89 892	88 153			89 892	88 153
DEPOTS A TERME	COUT AMORTI	212 874	211 482			212 874	211 482
TOTAL PLACEMENTS FINANCIERS BRUT		643 928	633 470	34 690	33 557	678 617	667 026

APRIL a réalisé une analyse des clauses contractuelles pour chaque ligne d'actifs financiers présente dans son portefeuille.

L'ensemble des obligations en portefeuille au 30 juin 2018 répondent aux critères SPPI (Solely payment of principal & interest). L'analyse des termes contractuels démontre que les flux de trésorerie correspondent uniquement à des remboursements de principal et des paiements d'intérêts. Les principales composantes de taux d'intérêts étant la rémunération de la valeur temps de l'argent et/ou la rémunération du risque de crédit de la contrepartie.

L'analyse réalisée n'a pas relevé la présence d'autres composantes (ex : indexation sur le prix d'actions, instruments à taux variable type spread, indemnité de remboursement anticipé, ...) rendant tout l'instrument non SPPI.

En milliers d'euros	Notation des actifs	Valeur comptable	Juste valeur	Plus-values latentes	Moins-values latentes
Portefeuille Obligataire	AAA	18 661	19 993	1 332	0
	AA	40 698	43 369	2 671	0
	A	30 045	31 716	1 727	-56
	BBB	37 615	39 068	1 453	0
	<BBB	5 123	5 305	184	-2
	NR	6 218	6 585	367	0
TOTAL		138 361	146 037	7 735	-58

La politique de gestion des placements est définie à travers les mandats de gestion signés entre le GIE Asset Management et les compagnies d'assurance du Groupe APRIL. De manière générale, les mandats édictent les règles et politiques d'investissement à travers notamment les thématiques suivantes :

- l'univers de placement (type de titres admissibles, opérations autorisées...);
- les contraintes de gestion (ratios réglementaires, de dispersion des risques, contraintes comptables, gestion actif/passif,...);
- le suivi des risques de contrepartie/risque de crédit;
- les objectifs de performance (rendement, performance financière);
- l'allocation cible;
- la définition des normes de reporting et de la base titres.

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 9, le groupe APRIL a déterminé un montant d'Expected Credit Losses (ECL) sur son portefeuille obligataire répondant aux critères SPPI. Le montant des ECL est corrélé à une probabilité de défaut déterminée grâce au rating de l'émetteur et appliquée à la valeur de marché observée au 30 juin 2018.

En milliers d'euros	Notation des actifs	Ouverture	Dotation	Reprise	Clôture
Expected Credit Losses	AAA	0			0
	AA	2	0	0	2
	A	8		0	8
	BBB	43	3		47
	<BBB	33		2	32
	NR	232	27	0	259
Total		319	31	3	348

6.4.5 Approche par superposition

Actifs financiers désignés par l'approche par superposition

En milliers d'euros	Juste valeur	Coût historique	Plus-values latentes	Moins-values latentes
OPCVM Actions	52 121	43 640	8 480	
OPCVM et fonds diversifiés	49 703	51 642		-1 939
Immobilier	34 168	30 978	3 190	
TOTAL PLACEMENTS DESIGNES	135 991	126 260	11 670	-1 939

Dans un souci de simplification et de maîtrise de la volatilité sur le résultat, APRIL a fait le choix de désigner 100% des actifs éligibles à l'approche par superposition.

A la date de première année d'application de l'approche par superposition, aucun actif ne fait l'objet d'une annulation de désignation.

Note 6.5 Autres postes d'actif

6.5.1 Décomposition des créances

En milliers d'euros	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Juste valeur	Coût	Juste valeur	Coût
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	127 262	127 262	100 871	100 871
Créances nées des opérations de cession de réassurance	33 230	33 230	21 655	21 655
Créances clients	609 263	609 263	247 264	247 264
Créance d'impôt exigible	4 690	4 690	10 519	10 519
Autres créances	77 142	77 142	29 312	29 312
TOTAL	851 587	851 587	409 620	409 620

La juste valeur des actifs n'est pas significativement différente du coût historique du fait de la nature de ces actifs et de leurs échéances à court terme.

La majorité des créances a une échéance inférieure à un an.

Les normes Groupe imposent la dépréciation des créances qui présentent un risque de recouvrement. Il n'existe donc pas de créance échue significative et non dépréciée au 30 juin 2018. Comme indiqué supra en note 1.1, la mise en œuvre de la norme IFRS 9 n'a pas conduit à constater de dépréciation complémentaire au titre des pertes attendues sur les créances clients.

Le poste de créances clients intègre les éléments suivants :

- les créances relatives aux commissions. Les règles de comptabilisation sont exposées dans la partie 1.6 du document de référence 2017 ;
- les créances nées au moment de l'émission des primes. Certains courtiers effectuent les appels de cotisations et les encaissent, le poste de créances clients regroupe donc l'ensemble des primes appelées. Ces primes sont comptabilisées qu'à la date d'effet de la prise de garantie, et non à la date d'envoi des appels de prime lorsque celle-ci est antérieure. Dans ce cas, une dette est constatée au passif vis-à-vis de l'assureur, qui ne sera payée que si l'assuré règle la prime ;
- les avances versées aux courtiers.

L'augmentation du poste de créances clients constatée par rapport au 31 décembre 2017 est liée essentiellement à la date de clôture. Au 30 juin 2017, le poste s'élevait à 560 575 K€.

Il n'existe pas d'actifs constatés liés aux coûts marginaux d'obtention du contrat et aux coûts d'exécution des contrats.

Les variations des autres postes d'actif liées aux variations de périmètre et aux écarts de conversion sur le premier semestre 2018 ne sont pas significatives.

6.5.2 Décomposition des autres postes d'actif

En milliers d'euros	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Valeur à l'actif	%	Valeur à l'actif	%
Comptes courants débiteurs	1 107	1%	1 425	5%
Débiteurs divers	12 383	16%	8 120	28%
Provision compte courant et débiteurs divers	-3 524	-5%	-3 454	-12%
Charges constatées d'avance	67 176	87%	23 222	79%
TOTAL AUTRES CREANCES	77 142	100%	29 312	100%

Le poste « débiteurs divers » intègre les créances fiscales (hors IS) et sociales, ainsi que les autres créances d'exploitation.

Les charges constatées d'avance correspondent notamment aux rétrocessions de commissions pour lesquelles la fraction des contrats n'a pas été exécutée. L'augmentation de ce poste constatée par rapport au 31 décembre 2017 est liée essentiellement à la date de clôture. Au 30 juin 2017, le poste s'élevait à 63 269 K€.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Valeur à l'actif	%	Valeur à l'actif	%
Prêts et Dépôts et cautionnements	7 800	92%	7 673	95%
Intérêts et autres immobilisations financières	22	0%	196	2%
Autres	647	8%	169	2%
TOTAL AUTRES ACTIFS NON COURANTS	8 468	100%	8 037	100%

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Valeur à l'actif	%	Valeur à l'actif	%
Valeurs mobilières de placement	11 845	13%	8 962	8%
Provision sur valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	82 620	87%	98 880	92%
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	94 465	100%	107 842	100%

Il n'y a pas de montant de trésorerie soumise à des restrictions significatives.
La trésorerie est principalement en euros.

Note 6.6 Actions propres

Il a été procédé au cours du premier semestre 2018 à l'achat total de 41 206 actions et à la vente de 39 045 actions. Ces opérations ont dégagé un gain de 100 932 € comptabilisé directement en variation des capitaux propres consolidés.

Au 30 juin 2018, la société APRIL détient 370 584 de ses propres actions acquises à un prix moyen de 29,10 €. Ces actions propres sont comptabilisées en diminution des capitaux propres pour un montant de 10 785 K€.

Note 6.7 Provisions techniques des contrats d'assurance

En milliers d'euros	Santé - Prévoyance		Dommage		Total Assurance	
	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017
Provisions mathématiques	108 644	110 279	16 582	16 861	125 225	127 140
Provisions pour primes non acquises	94 936	2 129	44 409	22 771	139 345	24 900
Provisions pour sinistres ⁽¹⁾	212 605	192 955	144 985	149 728	357 590	342 682
Provisions résultant des tests de recouvrabilité						
Provisions pour participation aux bénéfices						
Provisions pour risques en cours			886	886	886	886
Autres provisions		3 760				3 760
PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES - CONTRATS D'ASSURANCE	416 185	309 123	206 862	190 246	623 047	499 369
Provisions mathématiques cédées	24 284	22 917			24 284	22 917
Provisions pour primes non acquises cédées			2 777	1 116	2 777	1 116
Provisions pour sinistres cédées ⁽²⁾	123 983	124 041	66 867	76 437	190 850	200 477
Provisions résultant des tests de recouvrabilité cédées						
Provisions pour participation aux bénéfices						
Provisions pour risque en cours						
Autres provisions cédées						
PART DES CESSIONNAIRES ET RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES - CONTRATS D'ASSURANCE	148 267	146 958	69 644	77 553	217 911	224 510
PROVISIONS TECHNIQUES NETTES	267 917	162 166	137 218	112 693	405 135	274 859
(1) dont IBNR =	75 851	61 245	25 957	23 705	101 808	84 949
dont provisions pour frais de gestion	4 408	4 427	7 478	6 946	11 886	11 373
(2) dont IBNR =	44 855	23 889	3 297	5 298	48 152	29 187
dont provisions pour frais de gestion						

⁽¹⁾ Dont provisions mathématiques

⁽²⁾ Sur exercice et antérieurs

6.7.1 Evolution des provisions techniques

Evolution des valeurs brutes

En milliers d'euros	Santé-Prévoyance		Dommage		Total	
	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017
PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES A REGLER AU 1^{ER} JANVIER ⁽¹⁾	303 234	298 604	166 589	159 657	469 822	458 261
Charge de sinistre totale ⁽²⁾	104 672	196 486	45 701	80 155	150 373	276 641
Paiements totaux ^{(2) (3)}	-86 658	-191 855	-50 723	-73 223	-137 380	-265 078
Variation du périmètre de consolidation et changements de méthode comptable						
Variations de change						
PROVISIONS TECHNIQUES BRUTES A REGLER A FIN DE PERIODE	321 249	303 234	161 567	166 589	482 815	469 823

⁽¹⁾ Dont provisions mathématiques

⁽²⁾ Sur exercice et antérieurs

⁽³⁾ A retrancher car inclus dans la charge de sinistre totale

Evolution des parts des réassureurs

En milliers d'euros	Santé-Prévoyance		Dommage		Total	
	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017	30 juin 2018	31 décembre 2017
PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES A REGLER AU 1^{ER} JANVIER ⁽¹⁾	146 957	137 799	76 437	76 417	223 394	214 216
Charge de sinistre totale ⁽²⁾	-62 380	-108 356	26 686	34 968	-35 694	-73 388
Paiements totaux ^{(2) (3)}	63 690	117 514	-33 479	-34 948	30 211	82 566
Variation du périmètre de consolidation et changements de méthode comptable						
Variations de change						
PART DES REASSUREURS DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES A REGLER A FIN DE PERIODE	148 267	146 957	69 644	76 437	217 911	223 394

⁽¹⁾ Dont provisions mathématiques

⁽²⁾ Sur exercice et antérieurs

⁽³⁾ A retrancher car inclus dans la charge de sinistre totale

Note 6.8 Provisions pour risques et charges et passifs éventuels

Provisions pour risques et charges

En milliers d'euros	31 décembre 2017	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements *	30 juin 2018
Provisions litiges	8 334	476	-681	-1 012	203	7 321
Provisions retraite	2 831	533			1	3 366
Autres provisions risques et charges	18 844	1 125	-745	-1 011	-413	17 800
TOTAL	30 009	2 135	-1 426	-2 022	-209	28 487

* Les "autres mouvements" comprennent principalement les mouvements de périmètre pour +0,2 M€ et les écarts de conversion pour -0,4 M€

Les provisions pour litiges correspondent essentiellement à des litiges nés dans le cadre des activités opérationnelles des sociétés du groupe APRIL, dont aucun ne représente individuellement un montant significatif et aucune provision n'a été comptabilisée en non courant.

Le tableau des mouvements de la provision pour retraite sur le premier semestre 2018 est présenté ci-après :

En milliers d'euros	31 décembre 2017	Coût services rendus	Coût financiers	Sous total charges nettes	Cotisations	Dépôts IFC	Autres éléments du résultat global	Autres (dont écarts de conversion)	30 juin 2018
Engagement total	7 887	489	83	571				1	8 459
Engagement externalisé	-5 055		-38	-38					-5 093
TOTAL PROVISION RETRAITE	2 831	489	45	533				1	3 366

Les autres provisions pour risques et charges couvrent les risques liés à l'exploitation courante des sociétés du groupe, dont notamment un risque fiscal, né au cours de l'exercice 2015, qui concerne le redressement portant sur le timing de l'imposition des commissions d'acquisition perçues par un courtier grossiste (cf document de référence 2015 en partie 5 note 6.10). Les voies de recours pré-contentieuses sont désormais épuisées et l'exercice 2018 n'a pas permis de régler le désaccord entre le groupe et l'administration fiscale. En effet, malgré l'avis consultatif de la commission des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires d'abandonner le redressement, l'administration a maintenu le redressement. Au 30 juin 2018, les comptes consolidés intègrent un impôt différé actif résultant du décalage temporaire créé par la comptabilisation du rappel d'impôts de 5,0 M€.

Passifs éventuels

Suite aux investigations menées par l'Administration sur la territorialité de l'activité de réassurance du groupe, un contrôle a débuté au cours du deuxième semestre 2017. L'activité de réassurance animée par une équipe et une gouvernance en conformité avec la réglementation, est réelle et effective. La société n'a reçu à ce jour aucune notification, et le contrôle est toujours en cours. La société, assistée de ses conseils, ne dispose pas d'informations lui permettant de faire une estimation fiable du risque éventuel. Par conséquent, aucune provision n'a été constatée dans les comptes clos au 30 juin 2018.

Note 6.9 Passifs financiers

6.9.1 Décomposition des passifs financiers

En milliers d'euros	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Valeur au passif	%	Valeur au passif	%
Emprunts auprès d'établissements de crédits	15 820	43%	17 835	48%
Autres dettes financières	20 933	57%	19 646	52%
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES COMPTABILISEES AU COUT AMORTI	36 753	100%	37 482	100%
TOTAL	36 753	100%	37 482	100%

Dont instruments financiers inscrits au passif détenus à des fins de transaction

Les emprunts auprès d'établissement de crédits intègrent au 30 juin 2018 une dette bancaire souscrite sur la holding au deuxième trimestre 2017, dont le montant net de remboursement s'établit à 15,7 M€.

Les autres dettes financières comprennent essentiellement les compléments de prix pour 5,0 M€ (contre 5,9 M€ au 31 décembre 2017) et les dettes actualisées relatives aux engagements de rachat des minoritaires pour 15,8 M€ au 30 juin 2018 (contre 13,7 M€ au 31 décembre 2017). Les variations correspondent principalement aux acquisitions réalisées sur le premier semestre 2018 (cf note 3.1).

Note 6.10 Autres postes de passif

6.10.1 Décomposition des autres passifs

En milliers d'euros	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Valeur au passif	%	Valeur au passif	%
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	73 042	9%	39 108	8%
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	80 530	10%	51 054	10%
Dettes d'exploitation	462 208	56%	314 624	61%
Dettes d'impôts exigibles	1 427	0%	5 140	1%
Autres dettes	203 580	25%	105 316	20%
TOTAL	820 787	100%	515 242	100%

L'essentiel des autres passifs a un terme inférieur à un an.

L'augmentation constatée par rapport au 31 décembre 2017 est liée essentiellement à la date de clôture.

6.10.2 Décomposition des autres postes de passif

En milliers d'euros	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Valeur au passif	%	Valeur au passif	%
Concours bancaires courants	37 013		14 698	

En milliers d'euros	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Valeur au passif	%	Valeur au passif	%
Dettes sociales	40 846	20%	50 743	48%
Dettes fiscales (hors IS)	12 292	6%	10 893	10%
Comptes courants créditeurs	1 374	1%	1 160	1%
Dettes diverses	5 334	3%	4 307	4%
Produits constatés d'avance	143 734	71%	38 212	36%
TOTAL AUTRES DETTES	203 580	100%	105 316	100%

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018		31 décembre 2017	
	Valeur au passif	%	Valeur au passif	%
Fournisseurs	447 782	97%	283 028	90%
Avances et acomptes reçus	14 422	3%	31 521	10%
Fournisseurs d'immobilisations	4	0%	75	0%
TOTAL DETTES D'EXPLOITATION	462 208	100%	314 624	100%

Le poste de dettes d'exploitation intègre les éléments suivants :

- les primes nettes des commissions à reverser aux assureurs ;
- les dettes à reverser aux courtiers ;
- les fonds de roulement versés par les assureurs ;
- les avances sur sinistres reçues des assureurs.

L'augmentation du poste de dettes d'exploitation constatée par rapport au 31 décembre 2017 est liée essentiellement à la date de clôture. Au 30 juin 2017, le poste s'élevait à 440 075 K€.

Les produits constatés d'avance correspondent aux commissions pour lesquelles la fraction des contrats n'a pas été exécutée. L'augmentation de ce poste constatée par rapport au 31 décembre 2017 est liée essentiellement à la date de clôture. Au 30 juin 2017, le poste s'élevait à 139 281 K€.

Les variations des « autres postes de passif » liées aux variations de périmètre et aux écarts de conversion sur le premier semestre 2018 ne sont pas significatives.

Note 6.11 Instruments financiers dérivés à terme

Au 30 juin 2018, le groupe APRIL ne possède aucun instrument financier dérivé à terme.

Note 7 Notes sur le tableau de flux de trésorerie

Note 7.1 Charges nettes sans effet sur la trésorerie

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Dotations nettes aux amortissements et provisions pour risques et charges	8 112	4 168
Variation des provisions pour sinistres	16 690	10 540
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	1 661	-62
Variation de valeur des écarts d'acquisition		
Charges et produits calculés liés aux stocks options et assimilés	1 465	766
Impôts différés	1 063	1 906
TOTAL	28 990	17 318

Note 7.2 Capacité d'autofinancement

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Résultat net des activités poursuivies	28 117	24 101
Elimination des charges sans effet sur la trésorerie	28 990	17 318
Elimination des résultats sur cessions et autres	366	520
Neutralisation du résultat des sociétés mises en équivalence	77	102
TOTAL	57 550	42 041

Note 7.3 Variation du BFR lié à l'activité

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
Variation créances & dettes nées des opérations d'assurance	138 998	127 717
Autres variations des créances et dettes	-162 142	-144 479
TOTAL	-23 145	-16 762

Note 7.4 Trésorerie

Etat de situation financière

<i>En milliers d'euros</i>	1 janvier 2018	Variation	30 juin 2018
Soldes bancaires	98 880	-16 260	82 620
Placements court terme	8 962	2 883	11 845
Concours bancaires courants	-14 698	-22 315	-37 013
TOTAL	93 144	-35 691	57 452

Note 7.5 Trésorerie nette retraitée

La trésorerie nette retraitée correspond à la trésorerie définie ci-dessus (cf. note 7.4) augmentée des comptes à terme ouverts au nom de la société APRIL qui sont classés au sein de la rubrique des « placements financiers » du bilan.

Etat de situation financière

<i>En milliers d'euros</i>	1 janvier 2018	Variation	30 juin 2018
TOTAL TRESORERIE NETTE	93 144	-35 691	57 452
Comptes à terme	102 006	931	102 936
TOTAL TRESORERIE NETTE RETRAITEE	195 149	-34 761	160 389

Note 8 Transactions avec les parties liées

Au cours du premier semestre 2018, la société mère ou l'une de ses filiales a réalisé les opérations suivantes avec les partenaires considérés comme « entreprises liées » (montants présentés supérieurs à 50 K€):

En milliers d'euros	Nature du lien	Nature de la prestation	Charge / Produit pour le groupe	Montant au 30 juin 2018
EVOLEM ⁽¹⁾ et ses filiales	Dirigeant commun	Location immobilière	Charge	3 337
INSIGN Communications	Administrateur commun	Communication externe	Charge	286

⁽¹⁾ Evolem, actionnaire majoritaire d'APRIL, détient 65,13% du capital social au 30 juin 2018.

La fondation d'Entreprise APRIL, créée à l'initiative du groupe APRIL dans le but de promouvoir, développer et diffuser la santé pour tous, a obtenu des différentes filiales d'APRIL un don de 500 K€ au cours du premier semestre 2018.

Note 9 Paiements sur base d'actions

Dans le cadre de l'autorisation consentie au Conseil d'administration par l'Assemblée générale, le Conseil a décidé la mise en place de plans d'attribution gratuite d'actions dont les dates d'attribution initiale sont le 28 avril 2016 et le 7 mars 2018. Le montant de la charge à comptabiliser est déterminé sur la base du cours à la date d'attribution, et en tenant compte des conditions attachées à l'attribution.

Conformément à la norme IFRS 2, le coût des services reçus rémunéré en actions aux employés est comptabilisé en charges de personnel dans le compte de résultat en contrepartie des capitaux propres au passif des comptes consolidés, sur la période d'acquisition des droits. Le montant de la juste valeur cumulée est figé à la date d'acquisition des droits pour la quote-part des droits acquis.

A ce titre, le montant comptabilisé au 30 juin 2018 s'élève à 1 464 K€ contre 766 K€ au 30 juin 2017.

Note 10 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan du groupe vis-à-vis de tiers au 30 juin 2018 sont les suivants :

En milliers d'euros	Engagements donnés	Engagements reçus
Nantissements	1 359	116 497 (1)
Cautions	308	125
Autres	70 147	39 718 (2)
TOTAL	71 814	156 340

(1) : nantissements reçus dans le cadre d'opérations de réassurance

(2) : cette rubrique comprend principalement les garanties de passif liées aux opérations d'acquisitions / cessions et les engagements au titre de loyers futurs

Les contrats de location simple correspondent principalement à des contrats de location immobilière qui ont des baux de 3, 6 ou 9 ans et des contrats de véhicules qui ont une durée comprise entre 3 et 4 ans.

Pour information, la ligne « Autres » des engagements donnés intègre les locations, dont le montant restant à courir s'élève à 69,9 M€. La charge semestrielle de ces locations immobilières s'établit à 6,8 M€.

Note 11 Résultat net et dividendes

La société calcule un résultat par action et un résultat par action sur une base totalement diluée.

Le résultat par action ne tient pas compte des actions potentielles. Il est établi sur la base du nombre moyen d'actions en circulation pondéré sur la période.

Le résultat par action sur une base totalement diluée est établi en prenant en compte les actions dilutives émises au titre des plans de stock-options et des attributions gratuites d'actions.

Le résultat par action se présente ainsi :

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2018	30 juin 2017
RESULTAT NET	27 543	23 874
Nombre d'actions ordinaires pondérées à l'ouverture (en millier)	40 536	40 527
Emission d'actions hors options		
Exercice d'options		
Titres d'autocontrôle	-2	8
NOMBRE D'ACTIONNAIRES ORDINAIRES PONDÉREES	40 534	40 535
RESULTAT NET PAR ACTION	0,68	0,59
Instruments dilutifs : stock options et AGA	634	444
NOMBRE D'ACTIONNAIRES ORDINAIRES PONDÉREES APRES INTEGRATION DES INSTRUMENTS POTENTIELS DILUTIFS	41 167	40 978
RESULTAT NET (EVENTUELLEMENT IMPACTE DES INSTRUMENTS DILUTIFS)		
RESULTAT NET PAR ACTION DILUE	0,67	0,58

Les dividendes versés en 2018, 2017 et 2016 au titre des exercices 2017, 2016 et 2015 se sont élevés respectivement à 10 945 K€ (soit 0,27€ par action), 10 538 K€ (soit 0,26€ par action) et 10 537 K€ (soit 0,26€ par action).

Note 12 Evénements postérieurs à la clôture

Le 4 septembre 2018, le groupe APRIL a acquis 54 % des titres de La Centrale de Financement.

4

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2018

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société APRIL, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur ces comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.1 Cadre général » relative aux nouvelles normes d'application obligatoire, et en particulier la norme IFRS 9, dont l'incidence à fin juin 2018 est présentée en notes « 5.1 Produits financiers » et « 6.4 Placements financiers ».

2. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Villeurbanne et Lyon, le 6 septembre 2018
Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Nicolas Dusson

DELOITTE & ASSOCIES
Vanessa Girardet

**POUR RESTER EN CONTACT ET POURSUIVRE L'ÉCHANGE,
REJOIGNEZ-NOUS SUR :**

in [linkedin.com/company/APRIL-assurances](https://www.linkedin.com/company/APRIL-assurances)
f [facebook.com/AssurancesAPRIL](https://www.facebook.com/AssurancesAPRIL)
🐦 [@GroupeAPRIL](https://twitter.com/GroupeAPRIL)



APRIL – 114 boulevard Marius Vivier-Merle – 69439 Lyon Cedex 03 – France
S.A. au capital de 16 361 654 € – 377 994 553 RCS Lyon
Intermédiaire en assurances immatriculé à l'ORIAS sous le n°07 019 355 (www.orias.fr)

APRIL.COM